

Adresse : Torokorobougou, Rue 320, Porte : 173 Bamako, Mali.

Email : contact@ce3safrica.net

Téléphone : + 223 76 05 29 69

Gestion des crises nées au Burkina Faso, en Guinée Conakry et au Mali suite aux coups d'État survenus dans ces pays : Une interprétation plurielle des sommets combinés de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) du 04 juin 2022 sur le Mali, la Guinée Conakry et le Burkina Faso

Vouloir apporter une lecture scientifique aux décisions de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO du 04 juin 2022 sur les situations au Mali, en Guinée Conakry et au Burkina Faso s'avère être une tâche ardue tant les prévisions faites avant la tenue dudit sommet se sont trouvées loin de la réalité, comme pour dire qu'*en politique rien n'est jamais acquis*, comme pour démentir Roosevelt qui affirmait qu'*« En politique, rien n'arrive par hasard. Chaque fois qu'un événement survient, on peut être certain qu'il avait été prévu pour se dérouler ainsi »*¹. Il faut préciser que cette rencontre d'Accra a été suivie par la Conférence de l'UEMOA. Et tous les analystes avaient pensé à la levée, au moins partielle, des sanctions qui pèsent sur le Mali. Malheureusement rien n'en a été.

Le communiqué final produit rejette les délais de 36 mois donnés par le Burkina Faso et la Guinée et décide, concernant le Mali, de *« maintenir les sanctions prononcées le 9 janvier 2022 et de poursuivre le dialogue en vue de parvenir à un accord pour assurer une levée progressive des sanctions au fur et à mesure que les critères de la transition sont atteints (...) et examinera la situation au Mali lors de son prochain Sommet ordinaire du 3 juillet 2022 »*, entre autres.

Ainsi, par crainte de nous écartier de toute tentative hasardeuse de prédiction, nous nous contenterons d'une tentative d'interprétation de ces décisions.

¹. Cf. Franklin D. Roosevelt, *Causeries au coin du feu, 1933-1944*, trad. fr. Denis Griesmar, Paris, Bartillat, 2013.

Déroulement des faits et attentes d'observateurs avertis

Avant d'entrer dans le fond des décisions, il convient de noter que la Conférence de l'UEMOA a tout simplement sursis à son sommet en solidarité de la CEDEAO et a juste autorisé les délégations maliennes et burkinabè à faire un exposé sur l'état d'avancement des différentes réformes entreprises dans leur pays respectif. Cela dénote de la constitution d'un vrai front politique des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO et de l'UEMOA au détriment du respect de l'État de droit au sein de la Communauté et de l'Union.

En effet, cette soumission du droit au politique se perçoit nettement dans l'ignorance de l'ordonnance du Président de la Cour de Justice de l'UEMOA de mars 2022 prescrivant un sursis à exécution des sanctions de cette organisation contre le Mali. Aucune rencontre au sommet n'ayant été tenue depuis la prescription de cette ordonnance jusqu'au 04 juin, il était loisible pour tout analyste de s'attendre à une inclinaison vers le respect de cette décision par la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UEMOA. Mais tel ne fut pas le cas, de mars à nos jours, l'ordonnance de l'UEMOA étant ignorée par les décideurs de l'Union.

S'agissant de la décision de la CEDEAO, elle indique, dans le cas du Mali, les efforts déployés par le médiateur mandaté par elle, en l'occurrence l'ancien Président Goodluck Jonathan, pour parvenir à *un calendrier acceptable afin d'assurer un retour rapide à l'ordre constitutionnel*. Ceci rappelle le secret de polichinelle selon lequel les 24 mois proposés officiellement par le Mali (décret président du 06 juin 2022) ne semblent plus être le vrai obstacle de la négociation. Les deux parties (Mali et CEDEAO) parviendront probablement à s'entendre autour de 18 à 20 mois (*à en croire les commentaires du ballet diplomatique mené par Faure GNASSINGBE-Togo et Macky SALL- Sénégal*).

Par ailleurs, la poursuite des négociations avec le médiateur est la deuxième annonce relevée dans la décision. A travers cette annonce, il faut surtout entendre que l'organisation communautaire attend des autorités maliennes la fourniture d'un chronogramme clair et détaillé sur une période à minima, chronogramme assorti d'un mécanisme de suivi impliquant des représentants de l'Organisation (et même de l'Union Africaine et de Nations Unies selon les informations données à la presse par le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale du Mali). Cette sortie du Ministre permet aux maliens de nourrir l'espoir d'un possible accord entre les deux parties lors du prochain sommet ordinaire prévu le 03 juillet 2022.

Un optimisme prudent

A l'analyse, ces indications ne présentent pas de difficultés majeures pour le Mali. Mais il se trouve qu'il y a une ébullition au sein de la classe politique notamment le M5-RFP (Mouvement populaire, dont est issu l'actuel premier ministre, à l'origine de la chute du Président Ibrahim Boubacar Keita en août 2020) dont certaines voix dissidentes ont commencé à remettre en cause les actions et la légitimité du Chef du gouvernement, qui est aussi perçu comme l'artisan du divorce consommé du Mali d'avec la France et les partenaires européens de Takuba. Les *bruits de couloirs* indiquent qu'il existerait un certain inconfort chez le Président de la Transition quant au maintien du premier ministre actuel à la tête du gouvernement, mais trouver une autre figure politique aussi emblématique et populaire aux yeux d'un nombre important de maliens, figure politique pouvant rassembler une classe politique aussi divisée reste une équation pas du tout simple à résoudre.

En tout état de cause, il revient au Mali de préciser la démarche de ses actes. Certes des projets des lois concernant plusieurs domaines, notamment les élections, sont sur la table du Conseil National de Transition-CNT (organe législatif de la Transition), mais beaucoup de réformes institutionnelles et administratives restent à amorcer qui pourraient être perçues par plus d'un observateur comme tardives car nécessitant de longs délais pour leur effectivité (nouvelle constitution, opérationnalisation de l'organe unique de gestion des élections, découpage administratif, etc.). Même si un nombre important d'entre elles (réformes) ont déjà fait l'objet d'un consensus des forces vives de la nation présentes lors des assises de la refondation, la question de la durée de la Transition reste un élément central pour conduire les réformes à bon escient.

Certaines décisions de la CEDEAO issues du sommet visé en référence démontrent que l'institution sous-régionale est de bonne foi et entend accompagner le Mali vers la légalité constitutionnelle ; malgré le fait que les sanctions qui lui sont infligées ont des effets négatifs sur certains pays voisins à l'instar du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, il ne faut pas occulter que l'organisation joue sa crédibilité institutionnelle et ne peut se contenter d'infléchir sa position au nom de considérations socioéconomiques au détriment du respect de ses principes cardinaux tels qu'inscrits dans le protocole de 2012 sur la démocratie et la bonne gouvernance. Néanmoins, le changement d'attitude de certains chefs d'État vers les pays en crise mérite compréhension.

Au-delà de la conspiration du complot, comment comprend-on l'attitude de certains chefs d'État vis-à-vis du Mali ?

Certaines lectures pourraient laisser entendre que le Président Alassane Ouattara avancerait désormais sous le masque du Président Nana Akofe Addo du Ghana (qui lui reste redevable), tandis que le président Macky Sall du Sénégal se cacherait derrière le président Adama Barrow de la Gambie (installé et protégé par lui) et il est fort probable que le président Mohamed Bazoum aie eu la langue assez mielleuse pour embobiner le président Muhammad Buhari du Nigeria (avec qui il a des intérêts stratégiques dans le cadre de la lutte contre la nébuleuse terroriste Boko haram). On pourrait alors aisément se demander qui souffle de telles stratégies aux chefs d'État francophones quand on sait qu'ils sont de plus en plus décriés par leurs peuples qui les soupçonnent d'être la main indivisible de la France dans le dossier malien.

Assistons-nous à de possibles signes de manipulation des présidents anglophones par des intérêts des puissances étrangères, à travers des pays interposés ou est-ce une manière pour eux de contenir à tout prix le sentiment antipolitique colonialiste et occidentale en Afrique de l'Ouest, sentiment qui va crescendo. Peut-être un signe de peur dans le camp du trio (Ouattara, Sall et Bazoum) qui pourraient craindre de voir leurs peuples se soulever contre eux en les taxant de rouler pour les intérêts des puissances étrangères. Soulever ces interrogations est loin du fait de succomber au charme du raccourci ou d'afficher son soutien à l'élite militaire malienne au pouvoir mais plutôt une simple compréhension des tenants et des aboutissants de ce retournement de veste.

Aussi, il y a eu un fait qui permet de critiquer les chefs d'État de la CEDEAO. Il s'agit du voyage de président Macky SALL en Russie pour dénoncer les sanctions contre ce pays dans le dossier ukrainien, et au même moment eux sont en train de maintenir un pays frère sous sanction. Tandis que le cas malien relève de la politique intérieure, le cas Russe est une situation d'agression d'un pays tiers. Incompréhensible et hypocrite !

En tout cas, le sommet d'Accra a laissé entendre que les chefs d'État ne seraient pas libres de leurs décisions et que derrière se cacheraient des intérêts sordides des États extra sous-régionaux. Le sommet a eu aussi le mérite de révéler au grand jour les chefs d'État qui étaient systématiquement braqués contre le Mali (Sénégal, Côté d'Ivoire et Niger) et qui

marcheraient désormais derrière des acteurs anglophones, qui n'ont pas de frontières, ni d'intérêts immédiats économiques avec le Mali. Changement d'approche ou du paradigme ? Le temps nous le dira.

Au total, la démocratie et l'État de droit n'ont pas d'alternatives. Ce faisant, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée Conakry peuvent proposer des réformes de l'organisation pour qu'elle se donne les moyens de pouvoir agir a priori afin d'éviter à l'avenir la survenue de situations semblables à celles qui ont conduit à des coups d'État militaires dans ces pays. Pour cela, il faut que la CEDEAO procède rapidement aux réformes nécessaires et renoue avec la légalité démocratique en se prenant en charge en termes de fonctionnement de ses organes.

De même, il est plus qu'urgent qu'on demande aux partenaires de livrer leur compétition dans la sous-région sans ternir l'image de l'institution à travers des déclarations fracassantes, à l'instar du président Macron ayant eu une sortie malheureuse au cours de la laquelle il a promis d'appeler la CEDEAO à punir le Mali . Seul gage pour l'institution de retrouver sa dignité et sa légitimité auprès des Peuples. Enfin, il est plus qu'urgent que les militaires au pouvoir comprennent qu'une transition n'a pas vocation à s'éterniser et qu'ils n'ont pas à louvoyer pour garder le pouvoir au nom de la lutte contre l'insécurité . Enfin, l'affirmation de la souveraineté nationale ne doit pas être un prétexte pour museler les voix discordantes, aussi dérangeantes soient-elles.

Docteurs Ilo Allaye Diall et Aly TOUNKARA, chercheurs seniors au Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel(CE3S).

Bamako, le 07 juin 2022.